

Comité de suivi technique du Plan d'Action de Prévention des Inondations du bassin du Lez

Réunion du ~~05 février 2016~~ ~~13 novembre 2015~~ à Prades le Lez

Liste des personnes invitées et présentes :

Structure	Nom	Coordonnée	Présence
SYBLE	G.VACQUIER	gvacquier@gmail.com	X
	A. BOURSIAC	ab.syble@gmail.com	X
DDTM 34	E. MUTIN	eric.mutin@herault.gouv.fr	
	N. RASSON	nicolas.rasson@herault.gouv.fr	
	D. THERASSE	daniele.therasse@herault.gouv.fr	X
	D. MATHEZ	delphine.mathez@herault.gouv.fr	X
DREAL	P. CHAPELET	philippe.chapelet@languedoc-roussillon.environnement.gouv.fr	
	D.RANFAING	david.ranfaing@languedoc-roussillon.environnement.gouv.fr	X
	G. HERPIN	georges.herpin@languedoc-roussillon.environnement.gouv.fr	X
	C.DOLLE	claire.dolle@languedoc-roussillon.environnement.gouv.fr	X
CD 34	B.COUILLET	bcouillet@cg34.fr	X
	C.RETAILLEAU	cretailleau@herault.fr	
	N.JUANOLA	njuanola@cg34.fr	
Région LR	A.PAILLET	paillet.agnes@cr-languedocroussillon.fr	X
3M	F.FUCHS	f.fuchs-jesslen@montpellier3m.fr	X
	A.VESTIER	a.vestier@montpellier3m.fr	X
	N. ZUMBIEHL	n.zumbiehl@montpellier3m.fr	X
	C. ORTH	c.orth@montpellier3m.fr	excusé

Ordre du jour :

1. Présentation des scénarios complémentaires simulés par EGIS
2. Proposition et discussion autour des scénarios de protection à retenir pour le dépôt de l'avenant au PAPI 2
3. Remarques/questions générales sur l'avenant par le COTECH
4. Levées de réserve actions 7.1 et 7.2

1. Présentation des scénarios complémentaires simulés par EGIS

Les projets présentés par la Métropole 3M concernent les communes de Grabels, Montpellier et Juvignac.

Grabels

Au total 7 scénarios de protection ont été étudiés ; sur ces 7 scénarios, 3 sont présentés :

- Scénario 1 : agrandissement du bassin G
- Scénario 2 : agrandissement du bassin G + suppression des 4 goulets d'étranglement
- Scénario 3 : agrandissement du bassin G + suppression des 4 goulets d'étranglement+ reconstruction pont de la route de Montpellier

Le tableau ci-dessous récapitule l'impact des aménagements, leur efficacité, leur coût et leur rentabilité :

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Description des aménagements	agrandissement du bassin G	agrandissement du bassin G + suppression des goulots d'étranglement	agrandissement du bassin G + suppression des goulots d'étranglement+ reconstruction pont de la route de Montpellier
Niveau de protection	<20 ans	100 ans aval Route Montpellier 30 ans amont	100 ans aval Route Montpellier 100 ans amont
Coût HT	0.75 M€	3.00 M€	3.65 M€
Coût actualisé* à l'échéance 50ans HT	0.96 M€	3.85 M€	4.69 M€
Bénéfices – coût à 50 ans*	2.32	1.02	0.87
Ht d'eau / oct 14 Plein Soleil	-1 cm	-50 cm	-90 cm
Ht d'eau / oct 14 Rio	0 cm	-90 cm	-90 cm
Ht d'eau / oct 14 Bugadières	0 cm	-105 cm	-105 cm
Habitations avec + de 80 cm – oct 14	56	20	12
Nombre d'habitations protégées Q100	19 (-13%)	85 (-58%)	93 (-64%)
Nombre d'habitations protégées Q2014	16 (-10%)	82 (-53%)	102 (-65%)
(C actualisé / 50ans) / NEMA	3 277€ investissement / habitation / an	7 578€ investissement / habitation / an	8 844€ investissement / habitation / an

Il apparaît que :

- Le scénario 1 est rentable économiquement (ratio Bénéfice Coût supérieur à 1) mais la protection qu'il procure est jugée insuffisante.
- Le scénario 2 permet d'offrir une protection trentennale contre les débordements du Rieumassel à l'amont du Pont de la route de Montpellier et une protection centennale à son aval. Ce scénario est en limite de rentabilité (ratio Bénéfice Coût de l'ordre de 1).
- Le scénario 3 est le seul scénario permettant d'aboutir à une protection centennale sur la totalité de la traversée urbaine du Rieumassel. Ce scénario présente, par contre, un ratio Bénéfice Coût défavorable.

Il est proposé de présenter le scénario 2 dans l'avenant. Ce projet nécessiterait 2 expropriations comprises dans le chiffrage.

La digue du bassin G sera refaite en intégralité dans le cadre du projet et passera de 3m à 5 m de hauteur. Son classement sera modifié.

3M précise le SDAP et le PLU de Grabels sont en cours de révision et que la commune tient à introduire les techniques de rétention à la parcelle pour lutter contre les phénomènes de ruissellement.

Questions/remarques du Comité technique

La DREAL demande :

- *de bien préciser dans le dossier de candidature ce qui a permis d'arriver au choix final. Tous les scénarios doivent être présentés et le choix doit être argumenté.*
- *de préciser la VAN qui est la valeur la plus importante pour l'analyse.*
- *d'indiquer si les habitations restantes en ZI après aménagement sont de plain pied ou pas, quelles sont les habitations les plus impactées et quelles mesures de mitigation peuvent leur être proposées*

Montpellier

Protection des 4 terrains de sport annexes de la Ville de Montpellier

3 scénarios sont présentés :

- Le scénario 1 envisage la délocalisation des terrains chiffrée à plus de 7.2 M€ HT.
- Le scénario 2 consiste à mettre hors d'eau ces terrains en les reconstruisant sur pilotis. Si ce scénario permet de garder la vocation de proximité de ces équipements, le coût s'avère rédhibitoire (26 M€ HT).
- Le scénario 3 propose la reconstruction du merlon (0.9 M€ HT) à la même cote pour conserver la fréquence actuelle d'inondation mais en évitant les risques de rupture brusque de l'ouvrage.

Il est proposé de présenter le scénario 3 dans l'avenant.

Protection du stade de la Mosson

- Le scénario 1 envisage la délocalisation du stade chiffrée à plus de 200 M€ HT.
- Le scénario 2 (1 M€ HT) consiste en des mesures de mitigation pour un objectif de protection centennale en obturant les réseaux du stade en connexion avec la Mosson et en fermant les vides sous la tribune Mosson par un rideau de palplanches de 100 m de long et de 3m de hauteur avec comblement des cavités par injection de béton.
- Le scénario 3 vise une protection plus élevée du stade correspondant à une crue type octobre 2014 et propose de ceindre les parkings du stade puis le stade au niveau de la tribune Mosson par un mur en béton de 610 m de long et d'une hauteur moyenne comprise entre 2.5 et 3 m. Ce scénario a un coût de 1.62 M€ HT et a des incidences négatives à l'aval en provoquant un exhaussement de la ligne d'eau de 2 à 5 cm.

Il est proposé de présenter le scénario 2 dans l'avenant.

Questions/remarques du Comité technique

La DDTM34 souhaite connaître l'impact du merlon de protection des petits stades pour des crues inférieures à la crue de 2014.

3M précise qu'en l'état actuel (avec le merlon actuel) :

- *pour les $T < 10$ ans, il n'y a pas de débordement*
- *pour $30 > T > 10$ ans : les terrains de sports sont inondés par l'aval*
- *pour $T > 30$: il y a surverse de la digue.*

La DREAL indique que cet ouvrage n'a pas d'existence réglementaire, il est donc nécessaire de comparer les événements avec l'état sans ouvrage. 3M apportera cet élément complémentaire dans le dossier de candidature.

Par ailleurs, la DREAL indique qu'aujourd'hui le stade de la Mosson est inondable et que le fermer revient à fermer un champ d'expansion de crue. Il faut donc étudier l'impact hydraulique de cette

fermeture ; le volume en jeu est important puisque lors de la crue d'octobre 2014, il a été inondé sur une hauteur de 4m (sur près de 2ha).

La Région indique qu'il s'agit de la protection d'un équipement autorisé et que le protéger revient à une opération de mitigation dont l'impact n'est pas habituellement demandé.

Enfin, la DREAL indique que même si le fond barnier n'exclut pas ce type de travaux, ce dernier intervient prioritairement pour la protection de personnes. Aucune demande n'est intervenue pour la protection d'un équipement sportif. Le débat peut s'avérer délicat en CMI et des questions peuvent se poser :

- Sur l'implantation du stade
- Sur la mobilisation des champs d'expansion de crue

En l'état la DGPR est défavorable aux projets de protection des stades annexes et du stade de la Mosson.

3M précise que la protection du stade de la Mosson va au-delà de la protection matérielle puisqu'aujourd'hui la gestion de crise est très compliquée à mettre en œuvre. En effet, si le maire annule une rencontre, l'équipe qui reçoit est déclarée perdante. L'arbitre n'annule le match que 10 mn avant le début de la rencontre si le terrain est impraticable mais pas pour des raisons sécuritaire.

Compte tenu de cette information, la DREAL conseille de ne demander le fond barnier que pour le stade de la Mosson et pas pour les petits stades annexes.

Juvignac

3 scénarios ont été simulés :

- Scénario 1 (56 000 € HT) : ~~réparation/reconstruction de la digue à l'identique existante au plus près des habitations~~ → efficacité = crues de période de retour inférieure à 30 ans → pas de réponse à l'évènement d'octobre 2014 y compris avec des mesures individuelles de mitigation compte tenu de l'importance des hauteurs de submersion observées.
- Scénario 2 (1.1 M€ HT) : construction d'une digue rapprochée de 460 m de long en amont de la RN109 couplée avec la réalisation d'un bassin de rétention à l'arrière de cette digue pour gérer les écoulements pluviaux en provenance de la rue de la Rivière et du ruisseau de la Plaine. La hauteur de la digue sera calée sur les niveaux observés en 2014 avec une revanche de sécurité de 50 cm pour prendre en compte les PHE correspondantes à la crue historique des 26 et 27 septembre 1933 supérieures de 33 cm.
- Scénario 3 : ouvrage de décharge de 30 m de large pour augmenter la capacité hydraulique de l'ouvrage actuel de franchissement de la RN109. Ce scénario s'avère très coûteux (2.6 M€ HT) sans améliorer la performance de protection et a contrario, il a une incidence négative sur les débits à l'aval de la RN109 avec un exhaussement de la ligne d'eau de 5 à 10 cm.

Il est proposé de présenter le scénario 2 dans l'avenant. ~~Ce projet nécessiterait 2 expropriations comprises dans le chiffrage.~~

Questions/remarques du Comité technique

Le SYBLE interroge sur les propositions qu'il est prévu de faire aux 4-5 habitations situées rue de la Mosson au niveau du vieux pont. En effet, certaines de ces habitations ont été inondées sur plus de 1 m d'eau. Seule une bonne gestion de crise permet de prendre en compte les enjeux de cette rue. Le PCS doit identifier précisément ces habitations, vérifier les possibilités de refuge, prendre les coordonnées pour la téléalerte.

La Région interroge 3M sur l'ACB du projet de protection de Juvignac. 3M indique que l'ACB n'a pas été transmise car elle est négative ~~et que le montant de l'opération ne nécessite pas d'ACB~~. En effet, pour une crue centennale peu d'habitations sont touchées. ~~Toutefois, la justification du projet retenu parmi les 3 scénarios étudiés figure bien dans le dossier d'avenant.~~ La Région précise que cela n'est pas bloquant mais veut être sûre que le scénario retenu est le meilleur.

2. Proposition et discussion autour des scénarios de protection à retenir pour le dépôt de l'avenant au PAPI 2

En vue du dépôt du dossier de candidature de l'avenant à la CMI, le dossier constitué présente les pièces suivantes :

- La convention initiale
- une fiche de synthèse PAPI actualisée
- une note pour compléter le diagnostic
- une note sur la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire
- une note sur la stratégie amendée.
- une note d'analyse environnementale des nouveaux projets.
- Une note de présentation détaillée des projets
- une fiche action par nouvelle action, présentant clairement l'intérêt hydraulique de l'action
- une ACB ou AMC pour les projets le nécessitant.
- un tableau financier modifié.
- une lettre d'engagement de 3M des actions nouvelles.
- une note pour vérifier le respect de la circulaire de janvier 2015 (PCS, DICRIM, repères de crue...).
- le projet d'avenant à la convention, dans lequel figureront seulement l'objet de l'avenant, la raison, les modifications par rapport à la convention initiale, l'annexe financière actualisée."

L'analyse environnementale est présentée succinctement :

- Projet de protection de Grabels contre les crues du Rieumassel :

Une partie du bassin G est classé en zone humide. Le projet prévoit un décaissement d'une partie du bassin qui n'aura qu'un impact ponctuel. La zone humide retrouvera rapidement sa fonctionnalité.

Il n'y a pas d'enjeux environnementaux sur le reste du projet.

- Projet de protection du stade de la Mosson et des petits stades

La ripisylve présente au droit des petits stades est classée en zone humide et EBC. Un plan de gestion mis en œuvre depuis 2010 par le SYBLE sur le secteur assure l'entretien régulier des berges de la Mosson. Ce plan de gestion continuera à être mis en œuvre. La première rangée de platanes sera [probablement à couper détruite](#) pour [garantir la pérennité la construction](#) de la nouvelle digue.

- Projet de protection de Juvignac contre les crues de la Mosson

La ripisylve présente au droit de la digue actuelle est classée en zone humide et EBC. Des précautions particulières seront prises au moment du chantier (destruction de la digue actuelle) pour ne pas impacter cette ZH (balisage de la zone de chantier, intervention des engins par l'intérieur de la ZEC, protection des arbres les plus proches,...)

3. Remarques/questions générales sur l'avenant par le COTECH

La DREAL :

- rappelle qu'il n'est pas question de protéger pour urbaniser derrière.
- souhaite que le calendrier retroplanning des opérations soit présenté dans le dossier
- précise que le service en charge du contrôle des ouvrages est en attente du retour de 3M sur les opérations de confortement du bassin G et les consignes de sécurité. 3M précise que le marché de MOE a été notifié et que les travaux de confortement respecteront les délais de l'arrêté préfectoral (renforcement de l'ouvrage juillet 2016)

La DDTM34 souhaite avoir des précisions sur la concertation menée dans le dossier de candidature

La Métropole indique que les travaux pour ces opérations sont prévus pour 2019. Ces nouvelles opérations n'auront pas d'impact sur la programmation des opérations du PAPI2 sous MO 3M.

Dans le cadre de la concertation, les communes de Lavérune et St Jean de Védas sont rencontrées. Il n'y a pas d'impact négatif des projets sur les enjeux à Lavérune et St Jean de Védas et une étude hydraulique complémentaire est prévue à Lavérune [en 2016](#).

La Métropole dépose un dossier de candidature ce jour à la DDTM 34. Il est convenu que ce dossier sera amendé avec les compléments demandés en séance et déposé officiellement par le SYBLE (au

Préfet et à la DREAL) ~~dès que ce dernier aura reçu l'ensemble des éléments complémentaires de la part de 3M~~ dans les meilleurs délais.

La DREAL indique que le dossier passera à la CMI de juin ou décembre en fonction des compléments nécessaires identifiés au moment de l'instruction du dossier.

4. Levées de réserve actions 7.1 et 7.2

- Action 7.1 : le dossier complémentaire pour les levées de réserve a été transmis. La DREAL demande de préciser le rôle de la voie SNCF dans le système d'endiguement et apprécier les différences de hauteur entre l'amont et l'aval du remblai SNCF.
- Action 7.2 : La DREAL est en attente des consignes [de sécurité](#) et du rapport de VTA [sur les digues du Coulazou](#)